

globe. Je suis convaincu que tout signe d'hésitation, tout indice d'un retard, tout acte qui semble indiquer que notre pays ou les puissances libres prennent un peu plus de temps qu'il n'en faudrait normalement à l'égard de ces délibérations, portent toujours ceux qui sont à la recherche de fissures dans notre armure à croire à une certaine indifférence de la part du front libre. Je suis convaincu que personne n'aurait franchi le 38° parallèle en Corée si ceux qui vivent au delà des rideaux de fer ou de bambou avaient reçu l'avertissement net et catégorique qu'un tel passage ou qu'un geste d'agression de ce genre donnerait lieu à un ralliement inévitable des puissances libres en vue d'enrayer cette agression. Au lieu d'une telle fermeté, c'est de l'hésitation, de l'incertitude et de la confusion que l'on a manifestées à l'égard des problèmes que posait ce coin de l'Orient. C'était là inviter la Russie et ceux qu'elle mène directement ou indirectement à poser le geste qu'ils ont posé.

J'ai toujours pensé que le blocus de Berlin a été l'épreuve que la Russie nous a imposée afin de déterminer si nous étions aussi unis que nous le disions. J'ai toujours cru que si nous n'avions pas réagi comme nous l'avons fait, que si nous n'avions pas relevé le défi russe, à Berlin, nous serions aujourd'hui aux prises avec une situation encore plus confuse et plus dangereuse que celle qui existe actuellement, si dangereuse qu'elle soit.

Voilà des leçons auxquelles le Parlement doit s'arrêter car elles sont précieuses pour nous en ce sens qu'elles nous indiquent la façon dont il faut se comporter envers ceux qui, du Kremlin, dirigent la politique soviétique. J'ai acquis une expérience bien limitée mais fort instructive au sein des conférences internationales auxquelles j'ai assisté, à l'occasion. J'en suis venu à la conclusion véritable,—qui s'applique au présent protocole,—que la Russie ne cherche pas sincèrement à en venir à un accord, qu'elle ne veut vraiment pas régler les problèmes qui se posent, parce que tout accord, toute solution auraient pour effet de nuire au progrès de l'impérialisme communiste. Cette doctrine progresse et trouve son terrain le plus fertile là où les gens diffèrent d'avis et ne peuvent s'entendre, là où règnent l'incertitude et le désordre.

Beaucoup de ceux qui ont assisté aux conférences internationales ont, comme moi, l'impression qu'en somme l'Union soviétique prend l'attitude qu'on peut sans doute attendre d'elle et qu'il est très difficile de lui faire accepter une entente à moins qu'on ne puisse la persuader qu'elle y gagne à l'accepter. Les gens avec qui il est le plus difficile de s'entendre sont ceux qui ont l'impression qu'ils

ne gagneraient rien à un accord. C'est ce qui explique une bonne partie des difficultés qui se posent entre l'Union soviétique et l'Ouest lorsqu'on cherche à régler les différends internationaux en général.

Si on poursuit les pourparlers engagés il y a quelques années lorsque les puissances de l'Ouest ont tenté un effort très sincère en vue d'en arriver à un traité de paix consacrant l'unification de l'Allemagne, je rappellerais à la Chambre que bien que la Russie ait crié sur les toits qu'elle était en faveur d'une nouvelle conférence des quatre Grands, ceux d'entre nous,—c'est le cas, j'imagine, de la plupart des membres de la Chambre,—qui ont lu l'histoire de la période qui a suivi immédiatement la dernière guerre se rappelleront sans doute que les pays libres ont été alors en butte à maintes difficultés insurmontables quand ils ont cherché à en venir à une entente sur l'unification de l'Allemagne et sur la préparation d'un traité de paix avec ce pays. Nous savons que l'Union soviétique ne voulait pas d'un traité de paix. Ce qu'ils veulent maintenant c'est une autre occasion de prétendre, face au monde, qu'ils tentent de résoudre les problèmes mondiaux. Ils veulent disposer d'une nouvelle et importante tribune d'où diffuser leur propagande afin d'essayer de diviser et de troubler l'opinion publique dans toutes les démocraties.

Je ne doute nullement que forts de cette expérience, les États-Unis la Grande-Bretagne et la France se soient montrés hésitants et devraient hésiter à fournir aux Soviets une autre occasion de répandre à travers le monde, sous couvert de vouloir un autre traité de paix avec l'Allemagne, ce genre de propagande et de supercherie. Notre pays doit prendre bien soin de n'adopter aucune attitude qui trahirait quelque hésitation. C'est là l'une des raisons qui nous ont fait accorder notre entier appui au Gouvernement au sujet du protocole de l'OTAN.

Je sais qu'on pourrait alléguer que le Canada met la charrue avant les bœufs en traitant cette question avant la ratification de l'accord entre les puissances occupantes et l'Allemagne et avant l'adhésion à l'accord de la Communauté de défense européenne. On aurait peut-être raison mais vu que le Parlement sera bientôt prorogé, j'estime que nous ne devons pas faire en sorte de jeter de l'huile sur le feu qu'on allume dans certaines parties de l'Europe et ailleurs ceux-mêmes qui sont peut-être animés de bonnes intentions mais dont la position actuelle est fautive.

Pour cette raison je crois qu'il ne serait pas à l'avantage du Canada de retarder d'une façon ou d'autre notre ratification surtout si l'on songe que le Parlement peut ne pas se réunir pendant de nombreux mois à venir. Je